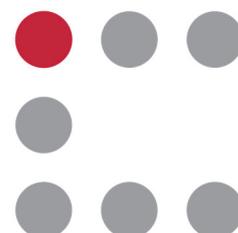




I G R E T E C



RAPPORT FINANCIER

2021

TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
Structure de l'actionariat au 31 décembre 2021	3
Commentaires des comptes annuels au 31 décembre 2021	7
Secteur 1	7
Secteur 2	10
Secteur 3	14
Secteur 4	16
Comptes regroupés	17
Ratios Banque Nationale	19
Chiffres clés - Analyse sur 5 ans	20
Bilan et Compte de résultats regroupés	21
Annexes	25
Bilan social	36
Règles d'évaluation	37
Autres informations	40
Bilan et Compte de résultats par secteur	41
Secteur 1	41
Secteur 2	45
Secteur 3	49
Secteur 4	53
Rapport du commissaire à l'Assemblée Générale des coopérateurs de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques sc sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	57
Informations	61

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2021

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Aiseau-Presles	19		581.213	618.563	1.456		83.101	
Amay	1							
Andenne	1							
Anderlues	24							
Antoing	3							
Ath	50							
Assesse	1							
Beaumont	9			110.397	7			
Beloeil	26							
Bernissart	21							
Binche	69							
Boussu	45							
Braine-le-Comte	21							
Brugelette	7							
Brunehaut	7							
Celles	11							
Chapelle-lez-Herlaimont	23							
Charleroi	458		3.102.772	3.811.942	48.828		3.083.755	407
Châtelet	73			894.202	8.216		449.437	
Chièvres	10							
Chimay	7			110.643	11			
Comines-Warmon	1							
Courcelles	60			1.125.013	4.808		277.651	
Couvin	1							
Dour	1							
Ecaussinnes	5							
Ellezelles	12							
Enghien	12							
Engis	12							
Erquelinnes	21			436.762	11		60.101	
Estaimpuis	20							
Estinnes	16							
Farciennes	26		12.948	97.128	2.812		141.245	
Fleurus	41			1.189.713	4.632		156.885	45
Flobecq	7							
Florennes	100							
Fontaine-l'Évêque	33			1.542.708	1.240		193.627	
Fosses-la-Ville	7							
Frameries	43							
Frasnes-lez-Arvaing	9							
Froidchappelle	2			1.697.772	4			
Gembloux	12							
Gerpennes	13			1.434.293	1.068		10.112	
Ham-sur-Heure - Nalinnes	16			2.603.712	1.253		118.425	
Hensies	100							
Herstal	73							
Ittre	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
I. VILLES ET COMMUNES								
Jemeppe-sur-Sambre	1							
Juprelle	1							
Jurbise	16							
La Louvière	144							
Le Roeux	14							
Les Bons Villers	15			888.686	1.048		1	
Lessines	40							
Leuze-en-Hainaut	17							
Lobbès	11			671.714	6		48.791	
Manage	39							
Marchin	1							
Merbes-le-Château	10				4		22.513	
Mettet	1							
Molenbeek-Saint-Jean	1							
Momignies	11			949.429	6			
Mons	122							
Mont-de-L'Enclus	3							
Montigny-le-Tilleul	15			853.915	2.028		76.871	
Morlanwelz	35							
Mouscron	1							
Nivelles	1							
Oupeye	1							
Pecq	7							
Péruwelz	20							
Philippeville	1							
Pont-à-celles	18			1.516.918	3.032		114.354	
Quaregnon	39							
Quévy	11							
Rebecq	20							
Rixensart	1							
Rumes	6							
Saint-Georges-sur-Meuse	1							
Saint-Ghislain	44							
Saint-Gilles	1							
Sambreville	42		99.907					
Seneffe	21							
Silly	4							
Sombreffe	1							
Soignies	46							
Sivry-Rance	10			841.945	5			
Thuin	24			1.813.492	16		68.973	
Tubize	1							
Tournai	142							
Villers-le-Bouillet	1							
Visé	1							
Walcourt	28							
Wanze	1							
Waterloo	1							

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
S.W.D.E		478				200		
ADL Jemeppe sur Sambre		1						
ASBL "Les Lacs de l'Eau d'Heure"		1						
ASBL "Technofutur"		1						
Association Intercommunale Générations Thiérarche (SCRL)		1						
BRULABO (Intercommunale)		1						
TIBI (ex-I.C.D.I.)		552						
Hôpitaux IRIS		1						
CENEO		10.908						
ORES assets						2.400		
Province de Hainaut		48				2.665		
Jardins de Wallonie		1						
La Ruche Chapelloise		1						
Le Logement Bruxellois		1						
Parc des Sports de Charleroi		1						
RCA Charleroi		1						
RCA Dour		1						
RCA Erquelines		1						
RCA La Louvière		1						
RCA Les Bons-Villers		1						
RCA Aiseau		1						
RCA Leuze-en-Hainaut		1						
RCA Mons capitale		1						
Résidence le Douaire ASBL		1						
Sambr'Agua		1						
Société Sambre et Biesme		1						
Sedifin		1						
Société Wallonne Crédit Social		1						
SPGE		1						
Sports et Loisirs Sud Hainaut		1						
SPI		1						
IMO (intercommunale)		1						
ISPPC		1						
IRSA		10						
Centre de santé des Fagnes		1						
CPAS Aiseau-Pressles		1						
CPAS Anderlues		1						
CPAS Beaumont		10						
CPAS Binche		1						
CPAS Brugelette		1						
CPAS Charleroi		1						
CPAS Châtelet		1						
CPAS Chapelle-lez-Herlaimont		1						
CPAS Chièvres		1						
CPAS Chimay		1						
CPAS Silly		1						
CPAS Courcelles		1						
CPAS Dour		1						
CPAS Ecaussinnes		1						
CPAS Erquelines		1						
CPAS Froidchapelle		1						
CPAS Gerpennes		1						

NOM DES ASSOCIES	NOMBRE ET CATEGORIES DE PARTS SOUSCRITES							
	SECTEUR 1				SECTEUR 2		SECTEUR 3	SECTEUR 4
	A 1	C 1	D	E	A 2	C 2	PF	A 4
II. AUTRES POUVOIRS PUBLICS								
CPAS La Louviere		1						
CPAS Le Roeulx		1						
CPAS Quaregnon		1						
CPAS Molenbeek		1						
CPAS Momignies		1						
CPAS Mons		1						
CPAS Sambreville		1						
CPAS Sivry-Rance		1						
CPAS Thuin		1						
CPAS Tournai		20						
CPAS Fleurus		1						
CPAS Walcourt		1						
Zone de police Brunau		1						
Zone de Police Chatelet		1						
Zone de Police Haut-Pays		1						
Zone de Police Lemes		1						
Zone de Police 3 Vallées		1						
Zone de Police de Hermeton/s/Heure		1						
Zone de Police du Samson		1						
Zone du Tournaisis		1						
Zone des Trieux		1						
Zone de secours Hainaut-Est		1						
Zone de secours Hainaut-Centre		1						
TOTAUX	2.522	12.093	3.796.840	23.208.947	80.491	5.265	4.905.842	452

COMMENTAIRES DES COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2021

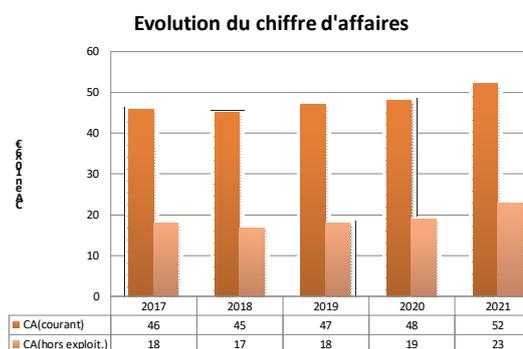
SECTEUR 1

COMPTE DE RÉSULTATS

Le **chiffre d'affaires** passe de 48.194.394 € en 2020 à 51.697.005 € en 2021.

L'activité ordinaire du Bureau d'Etudes ainsi que la facturation des prestations aux autres secteurs a généré un chiffre d'affaires de 22.490.872 €, soit une augmentation de 15,6 % par rapport à l'exercice précédent.

La valorisation des études a été ajustée : nous avons enregistré, en correction du chiffre d'affaires, des ajustements pour les marges potentielles négatives sur les différents projets d'études et des produits acquis (-3.268.498 €). La facturation des frais d'exploitation des ouvrages d'épuration à la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) représente un montant de 28.845.730 €. Les produits de location d'immeubles, comptabilisés à compter de cet exercice en chiffre d'affaires, représentent 360.402 €.

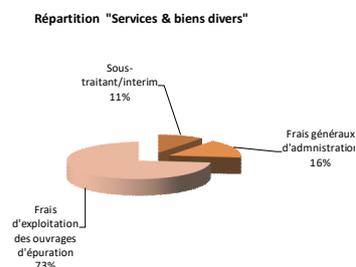


Nous avons enregistré en **variation de stocks** les opérations liées à la rétrocession à la SPGE d'emprises pour des ouvrages d'épuration.

Les **autres produits d'exploitation** se composent de frais récupérés auprès de tiers (408.864 €) et des subsides d'exploitation perçus pour la gestion du Guichet de l'Energie de la région de Charleroi (191.304 €). La quote-part de produits locatifs et la refacturation des charges locatives transférées du secteur 2 représentent un montant de 958.890 €. Nous enregistrons également sous cette rubrique, la refacturation de frais vers les autres secteurs (616.825 €) ainsi que la prime régionale perçue en lien avec la cotisation de responsabilisation (46.906 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent principalement les dépenses engagées lors de l'acquisition de tréfonds pour les futurs collecteurs et ouvrages d'épuration (16.676 €).

Nous enregistrons une augmentation du poste **services et biens divers** de l'ordre de 0,7 % par rapport à l'exercice 2020. Les dépenses courantes pour les ouvrages d'épuration (9.440.082 €) sont en diminution de 4,9 % par rapport à l'exercice précédent. Les autres charges relatives à l'exploitation courante (hors épuration) s'élèvent quant à elles à 3.442.953 € pour l'exercice 2021.



Nous constatons une évolution globale de 10,3 % entre 2020 et 2021 du poste **rémunérations et charges sociales** qui s'explique principalement par une augmentation des ETPs (de 301 ETPs en 2020 à 321 ETPs en 2021). Nous avons également comptabilisé pour cet exercice une provision pour la couverture des congés extra-légaux qui impacte le résultat de 494.659 €.

La **dotation aux amortissements** (7.685.433 €) a été constituée conformément aux règles d'évaluation. La charge d'amortissement sur les installations de démergement (598.439 €) et sur le bâtiment MERMOZ 1 ainsi que les amortissements des leasings sur les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation (6.494.139 €) sont compensés d'une part, par la consommation de subsides en capital et d'autre part, par la facturation des frais d'exploitation à la SPGE.

Nous avons constitué, pour l'exercice 2021, **des provisions pour risques et charges** d'un montant de 513.114 € et effectué des reprises de provisions pour 718.615 € après inventaire des litiges en cours, des charges futures à engager et de la consommation de la provision relative à la cotisation de responsabilisation ONSSAPL. Des reprises de **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances (1.163 €).

Les **autres charges d'exploitation** comprennent essentiellement, outre les charges fiscales d'exploitation et des régularisations après inventaire, des indemnités découlant de sinistres sur chantiers et les charges transférées du secteur 2 (1.758.913 €), correspondant principalement aux frais de gestion et d'entretien du bâtiment SOLEO affecté au siège d'exploitation.

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.024.984 €. Ils se composent d'une part, de la consommation des subsides en capital afférents aux biens d'investissement comptabilisés à l'actif et, d'autre part, de produits de placements de trésorerie (411.116 € pour 2021 contre 429.212 € en 2020). La prise en résultat de la quote-part des subsides octroyés pour les infrastructures de démergement et le bâtiment MERMOZ 1 s'élève à 613.868 €.

Les **charges financières** s'élèvent à 4.894.663 € : elles représentent les frais bancaires et les intérêts découlant de nos ouvertures de crédit, y compris les charges de couverture de taux sur produits structurés ainsi que la charge financière afférente au secteur 1 pour le financement du bâtiment SOLEO. La partie des intérêts sur les leasings pour les ouvrages d'épuration et les véhicules d'exploitation représente 4.576.664 €, entièrement couverte par le contrat de service avec la SPGE.

Les **produits exceptionnels** (« Produits d'exploitation non récurrents ») se composent essentiellement de plus-values actées sur la réalisation d'actifs immobilisés (2.788 €) et des reprises d'amortissements (1.808 €). Nous avons comptabilisé en **charges exceptionnelles** (« Charges d'exploitation non récurrentes ») des amortissements exceptionnels (13.568 €).

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice de 1.219.109 € qui sera affecté comme suit :

- 856.710 € à titre de gratification au personnel ;
- 362.399 € en bénéfice reporté.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations incorporelles** comprennent exclusivement des applications logicielles. Elles sont amorties selon les règles d'évaluation.

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 95.532.900 € contre 102.614.501 € l'exercice précédent. Les amortissements et, en corollaire, la consommation des subsides afférents aux installations de démergement ont été comptabilisés en résultat.

Les **immobilisations financières** s'élèvent à 11.761.925 €, soit 11.752.135 € de participations au capital de sociétés et 9.790 € de cautions diverses. La variation des participations financières par rapport à l'exercice précédent est due essentiellement à l'augmentation dans le capital de la S.P.G.E (parts C et D), eu égard aux activités de démergement et aux travaux d'égouttage pour les Villes et Communes associées du secteur 1.

Les **créances à plus d'un an** se composent des sommes à récupérer sous forme d'annuités auprès de la SWDE eu égard à la vente du bâtiment de siège situé à Couillet.

Les **stocks et commandes en cours d'exécution** s'élèvent à 1.386.271 €. Il s'agit des dépenses enregistrées pour l'achat des tréfonds pour la construction des ouvrages d'assainissement qui seront, à terme, cédés à la SPGE (1.345.087 €). Les avances reçues pour ces ouvrages ont été comptabilisées au passif en acomptes reçus sur commandes.

Les **créances commerciales** s'élèvent à 14.540.123 €. Ce montant comprend 12.371.767 € de créances clients contre 12.220.965 € en 2020 ainsi que la partie des produits relatifs à l'exercice 2021 mais facturés au cours de l'exercice 2022, soit 2.121.052 €. Les créances douteuses représentent un montant net de 45.307 € après comptabilisation de réductions de valeur.

Les **autres créances** comprennent les montants à recevoir des Villes et Communes et de la Région wallonne (372.821 €) ainsi que des impôts et taxes à récupérer (23.458 €). Cette rubrique comporte également le montant des rémunérations du mois de janvier 2021 payées anticipativement (734.764 €), le solde des comptes courants avec d'autres intercommunales ainsi que les comptes courants et avances avec les autres secteurs (11.334.610 €). Les tranches à échoir en 2022, relatives aux créances à plus d'un an, ont été reclassées sous la rubrique « Créances à un an au plus » (1.421.400 €). Il reste, au 31 décembre 2021, des « Produits à recevoir » et des créances diverses pour 119.162 €.

La trésorerie, **placements et valeurs disponibles** s'élève au 31 décembre 2021 à 14.232.825 € contre 7.831.936 € au 31 décembre 2020.

Les **comptes de régularisation** de l'actif comprennent des charges à reporter (628.331 €) ainsi que des produits acquis au 31 décembre 2021, principalement, relatifs à l'encours des projets du Bureau d'Etudes (2.931.454 €).

PASSIF

Les **apports disponibles** ont été portés à 12.087.226 € eu égard aux augmentations de capital proposées dans le cadre du financement des dépenses reprises aux différents contrats de zone et contrats d'agglomération conclus avec nos Villes et Communes associées. Les appels de fonds ont débuté au cours de l'exercice 2009.

Nous avons enregistré neuf nouvelles affiliations, à savoir : les communes de Villers-le-Bouillet, Saint-Gilles, Visé, Rixensart, Waterloo, Andenne, le C.P.A.S de La Louvière, l'hôpital IRIS ainsi que «Brulabo».

Les **apports indisponibles** représentent la part fixe des fonds propres conformément aux statuts (24.800 €).

Les réserves disponibles restent inchangées par rapport à l'exercice précédent.

Le **bénéfice reporté** augmente suite à l'affectation du résultat.

Les subsides des pouvoirs locaux, régionaux et de l'Union Européenne pour les installations de démergement et pour le bâtiment MERMOZ I, dont le coût est enregistré à l'actif en immobilisations corporelles, constituent la rubrique **subsides en capital**.

Les **provisions pour risques et charges** ont été revues en fonction de l'évolution des litiges en cours. Elles se décomposent comme suit :

- provision pour la cotisation de responsabilisation ONSSAPL : 13.438.044 €
- provision pour couvrir les charges liées au personnel pensionné: 93.609 €
- provisions diverses pour des litiges sur travaux : 1.199.822 €
- provision pour le démantèlement d'un équipement technique : 293.250 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent les dettes de location-financement vis-à-vis de la SPGE sur les ouvrages d'épuration (78.577.991 €).

Le montant du crédit d'investissement contracté dans le cadre du financement du bâtiment « EOLE » (1.585.250 €) est comptabilisé sous la rubrique « Etablissements de crédit »

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** représentent les tranches venant à échéance en 2022 pour les leasings liés au métier de l'eau (6.116.589 €) et la douzième tranche de notre crédit d'investissement de 6.341.000 € (317.050 €).

Les **dettes commerciales** comprennent 2.342.012 € pour le poste fournisseurs ainsi que 304.634 € de factures et notes de crédit à recevoir.

Les **acomptes reçus sur commandes** comportent, essentiellement, les avances enregistrées pour les travaux relatifs à la réalisation des ouvrages d'épuration pour compte de la SPGE (1.671.281 €) ainsi que la 1^{ère} avance relative à la couverture des frais d'exploitation 2022 (5.727.136 €) et les avances reçues pour couvrir les frais encourus par le Guichet de l'Energie.

La rubrique **impôts** comprend le précompte professionnel et la TVA de décembre à payer en janvier 2022.

La rubrique **rémunérations et charges sociales** se compose, essentiellement, de la provision pour pécules de vacances (2.781.751 €), du solde des cotisations patronales ONSS et de rémunérations à régulariser dans le courant de l'exercice 2022.

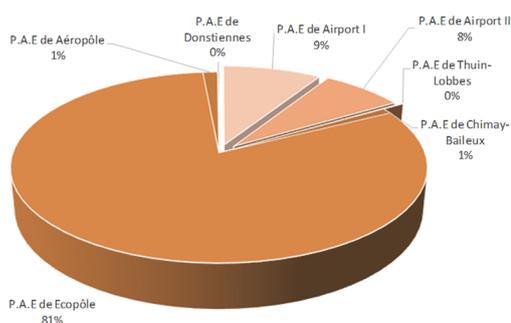
Nous trouvons principalement en **autres dettes** la gratification en faveur du personnel (charges patronales comprises), conformément aux dispositions statutaires (856.710 €) ainsi que des subsides obtenus (5.508.901 €) en couverture de travaux restant à réaliser dans le cadre du projet Cité des Métiers.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des revenus à reporter (53.293 €) et des charges à imputer (2.034 €). Nous avons également comptabilisé des charges à imputer relatives à l'encours des projets du Bureau d'Etudes (406.575 €) : il s'agit d'un ajustement des marges potentielles négatives sur les différents projets d'études.

SECTEUR 2

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 29.871.030 €. Il se compose des honoraires pour un montant de 231.294 € et des ventes de terrains qui ont été concrétisées par un compromis de vente au cours de l'exercice 2021 (22.596.136 €). L'an dernier, les ventes de terrains s'élevaient à 971.237 €. Les produits de location d'immeubles, comptabilisés à partir de cet exercice en chiffre d'affaires, représentent 7.043.600 €.



Ventes de terrains en 2021	(en m ²)	(en €)
P.A.E de Airport I	49.590	2.017.817
P.A.E de Airport II	47.623	1.687.780
P.A.E de Thuin-Lobbès	1.258	27.475
P.A.E de Chimay-Baileux	9.489	208.340
P.A.E de Ecopôle	523.789	18.330.083
P.A.E de Aéroport	7.305	297.240
P.A.E de Donstiennes	1.630	27.400
Total des ventes	640.684	22.596.135

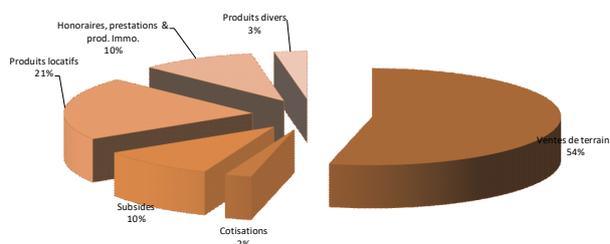
La **variation de stocks** impacte le résultat en 2021 de -9.608.835 €. Il s'agit pour l'essentiel du transfert au stock des études, travaux, acquisitions et subsides y afférents pour des projets de développement sur la région de Charleroi et dans la zone Sud-Hainaut et, en corollaire, les prélèvements, suite aux ventes de terrains de l'exercice (-15.104.637 €).

La **production immobilisée** concerne le transfert à l'actif des montants relatifs aux frais d'études et de suivi liés à la construction de nouveaux bâtiments.

Les **autres produits d'exploitation** comprennent les subsides reçus ou promérités, d'une part, pour les programmes d'animation économique (« CDS », « Conférence des bourgmestres du bassin de vie de Charleroi », « Economie Circulaire », « Smart-Territoire » ainsi que les nouveaux programmes « Charleroi Hub-Créatif », « Fonds Structuraux 2014-2020 ») (1.420.596 €) et, d'autre part, les subsides reçus dans le cadre du développement de nos parcs d'activités économiques et des sites de reconversion (2.810.658 €).

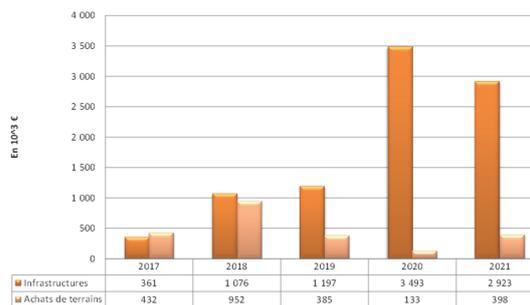
Outre les subsides, sont comptabilisés sous cette rubrique, la facturation des charges locatives (1.918.020 €) et les cotisations de l'exercice (962.806 €). Cette rubrique enregistre également les frais communs transférés aux autres secteurs (592.807 €) ainsi que des frais imputés aux tiers et la rémunération perçue de la SWDE depuis la cession des réseaux d'eau en 2003.

Répartition des ventes et prestations



Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les achats de terrains (398.301 €) dans les différents parcs d'activités économiques, les travaux d'équipements des parcs pris en charge en 2021 (2.923.269 €), principalement les PAE de l'Aéropole, de l'Ecopôle, de Fleurus et de la microzone « Surchiste » ainsi que les travaux relatifs à des projets immobiliers, à savoir : les projets « Campus Technologique » et « Mermoz 2 » (3.516.717 €).

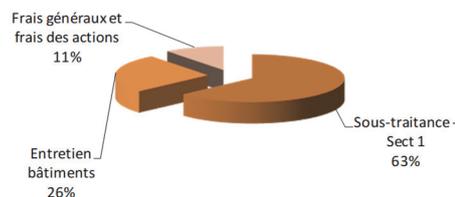
PAE - Evolution des coûts d'acquisition de terrains et des travaux d'infrastructures



Les **services et biens divers** sont principalement composés de la sous-traitance effectuée par le Secteur 1 (7.776.305 € contre 7.039.982 € en 2020). Ce poste reprend la facturation en 2021 d'honoraires relatifs aux différents nouveaux projets d'investissement et de développement de parcs d'activités économiques ainsi que la facturation en prix de revient des équipes dédiées aux différents métiers du secteur 2 (6.015.368 €).

Ce poste se compose également des services d'autres sous-traitants dans le cadre des projets de développement économique et les frais de fonctionnement du métier d'animation économique, des frais relatifs à l'organisation d'événements dans le cadre des projets subsidiés, ainsi que des frais de fonctionnement et les frais des organes de gestion (1.280.701 €).

Répartition "Services & Biens Divers"



Les frais d'entretien et de fonctionnement des bâtiments de siège et des bâtiments mis en location ainsi que des frais liés à l'entretien de nos parcs d'activités (3.234.469 €) sont également repris sous cette rubrique.

La **dotation aux amortissements** s'élève à 5.307.137 €. La charge des amortissements pour les investissements relatifs aux bâtiments relais et aux immeubles construits sur les parcs d'activités économiques est compensée partiellement par la consommation de subsides en capital.

Des **réductions de valeurs** ont été actées sur des créances irrécouvrables concernant des loyers et des charges locatives (167.247 €) ainsi que sur les stocks (94.419 €).

Les **provisions** ont été rajustées en fonction de l'estimation des dépenses restant à réaliser dans les parcs d'activités économiques, des litiges en cours et de conventions spécifiques avec les pouvoirs publics ainsi que la provision relative au montant actualisé des cotisations de responsabilisation. Des dotations ont été comptabilisées pour 346.501 € et des reprises pour 208.379 €, celles-ci concernent, principalement, la provision de couverture de cotisation de responsabilisation ONSSAPL ainsi que les provisions qui avaient été constituées pour nos parcs d'activités.

Les **autres charges d'exploitation** reprennent principalement, outre la prise en charge de frais communs avec le secteur 1 (84.107 €), des charges fiscales d'exploitation (181.103 €) ainsi que des moins-values sur créances court terme (76.846 €).

Les **produits financiers** s'élèvent à 1.369.498 €. Ils se décomposent, principalement, en intérêts d'un financement au secteur 3 (35.960 €), en immobilisations financières (273.544 €) et en subsides en capital relatifs aux biens d'investissements comptabilisés à l'actif (1.058.220 €).

Les **charges financières** sont composées pour l'essentiel des charges d'intérêts relatives aux emprunts et avances reçues ainsi que les intérêts afférents à l'émission de billets de trésorerie (valeur nominale de 75.000.000 €), soit une charge d'intérêts de 1.723.718 € pour 2021 contre 1.864.152 € pour l'exercice précédent.

Les **autres charges financières** reprennent divers frais bancaires et intérêts (9.623 €).

Les **produits exceptionnels** (« Produits financiers non récurrents ») sont composés d'une reprise de réductions de valeur sur nos immobilisations financières (61.913 €).

En **charges exceptionnelles** (« Charges financières non récurrentes »), nous avons ajusté la valeur de nos immobilisations financières, soit une réduction de valeur sur l'exercice de 70.909 € et une moins-value de 46.005 €. Nous avons comptabilisé un amortissement exceptionnel de 250.650 € afin d'ajuster la valeur d'immobilisations en cours.

Le **résultat de l'exercice** se solde par un bénéfice après impôts de 6.047.074 € qui sera affecté comme suit :

- 1.500.000 € en bénéfice reporté ;
- 421.000 € en réserves immunisées (Tax-shelter)
- 4.126.074 € aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 114.595.199 € contre 111.429.029 € en 2020. Il reste, au 31 décembre 2021, 5.935.935 € au poste **immobilisations en cours**.

Les **immobilisations financières** varient en fonction du rajustement des réductions de valeur appliquées sur certaines participations.

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants dus par les Villes et Communes pour le financement des crédits contractés auprès du secteur 2 dans le cadre des travaux non subsidiés sur les parcs d'activités économiques et des créances sur les pouvoirs régionaux pour les financements « SOWAFINAL » dans le cadre des travaux subsidiés dans nos parcs d'activités ainsi qu'un prêt accordé à INTERSUD dans le cadre du refinancement des activités générales et d'un financement nominal de 2.500.000 € accordé au secteur 3 dans le cadre des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments (1.840.827 €).

Les **stocks** sont constitués de la valeur en prix de revient, ou en valeur de marché si le prix de revient lui était supérieur, des terrains de nos parcs d'activités économiques ainsi que les études pour divers projets d'investissement et s'élèvent à 36.203.281 €.

Les **créances commerciales** comprennent l'encours clients (154.810 €) ainsi que les factures et notes de crédit à établir au cours du prochain exercice (867.881 €). Les créances douteuses représentent au 31 décembre 2021 un montant de 82.966 € ayant fait l'objet de réductions de valeurs.

Les **autres créances à un an au plus** comprennent principalement des subsides à recevoir des pouvoirs publics et de l'Union Européenne (2.942.160 €). Il reste sous cette rubrique, au 31 décembre 2021, la tranche 2021 des financements pris en charge par les communes pour les travaux non subsidiés dans les parcs d'activités économiques (14.415 €) ainsi que des emprunts SOWAFINAL à charge des pouvoirs régionaux (3.262.374 €). Les autres créances diverses reprennent, pour l'essentiel, des loyers à percevoir (64.288 €), le solde des comptes courants avec le secteur 3, CENEO et INTERSUD, ainsi que le compte courant avec la SODEVIMMO (2.101.797 €) et des montants à recevoir relatifs aux actes de terrains et des subsides pro-mérités (836.072 €). Les créances douteuses relatives aux locations représentent au 31 décembre 2021 un montant de 419.805 € : elles ont fait l'objet de réductions de valeurs.

La trésorerie (**placements et valeurs disponibles**) s'élève à 5.764.070 € au 31 décembre 2021 contre 3.067.183 € l'exercice précédent.

Les **comptes de régularisation** de l'actif sont constitués de charges à reporter (127.279 €) et de produits acquis (19.091 €).

PASSIF

Les **apports** s'élèvent à 531.687 € au 31 décembre 2021.

Les **réserves** se voient augmentées de 4.547.074 € suite à l'affectation du bénéfice de l'exercice, le solde de l'affectation bénéficiaire est porté au **bénéfice reporté**, soit 1.500.000 € et aux réserves immunisées, 421.000 €.

Le poste **subsides en capital** enregistre les subsides reçus pour les immobilisations. Conformément au droit comptable, ils font l'objet d'une consommation au même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations correspondantes.

Les **provisions pour risques et charges** ont été rajustées en fonction de l'inventaire de fin d'exercice. Elles se décomposent comme suit :

- provision dans le cadre de l'explosion au Biopôle : 144.000 € ;
- provision pour charges de couverture liées au personnel pensionné: 20.471 € ;
- provision pour des travaux de réfection des voiries sur nos PAE : 331.330 € ;
- provision relative à la cotisation de responsabilisation : 4.345.068 €.

Les **dettes à plus d'un an** comprennent, en **dettes financières**, des emprunts contractés dans le cadre de la construction de notre bâtiment de siège SOLEO et de bâtiments sur nos différents parcs d'activités et ceux contractés afin de permettre le remboursement de capital des associés privés ainsi que les emprunts contractés suite à la mise en force du programme de financement alternatif SOWAFINAL pour ce qui concerne le financement de la quote-part subsidiée des travaux d'infrastructures dans nos parcs d'activités (34.242.508 €).

Les **autres dettes à plus d'un an** représentent des subsides à reconstituer dans le cadre de conventions particulières avec les pouvoirs régionaux.

Les **dettes à un an au plus** reprennent les tranches d'emprunt échéant en 2022 (10.107.807 €) dont 3.362.374 € dans le cadre des financements SOWAFINAL ainsi que les dettes financières reprenant la valeur des billets de trésorerie émis au 31 décembre de l'année (24.500.000 €).

La fluctuation du compte **fournisseurs** résulte, comme chaque année, de la variation du volume de travaux engagés (5.846.894 € au 31 décembre 2021 contre 3.283.216 € en 2020).

Les **acomptes reçus** représentent les avances reçues dans le cadre des nouveaux programmes subsidiés (2.758.216 €) ainsi que des montants relatifs à des compromis de vente pour des terrains.

La rubrique **impôts** reprend des révisions TVA à verser au Trésor.

Les **autres dettes à un an au plus** comprennent, notamment, des cautionnements reçus en numéraire (174.552 €), le compte courant avec les autres secteurs (6.570.945 €), le compte courant de la société interne constituée avec INTERSUD (587.683 €), des avances à rembourser aux pouvoirs régionaux (1.875.487 €) et le capital à rembourser aux associés démissionnaires.

Les **comptes de régularisation** du passif comprennent des charges à imputer (1.361.480 €).

SECTEUR 3

COMPTE DE RESULTATS

Le **chiffre d'affaires** est composé essentiellement de la facturation des suivis des projets d'amélioration en efficacité énergétique des bâtiments sur le territoire des communes associées (1.447.212 €).

La **variation de stocks** correspond au transfert des charges pour les études et travaux réalisés sur l'exercice (5.796.604 €).

Les **autres produits d'exploitation** reprennent pour l'essentiel des récupérations de frais divers (9.894 €).

Les **approvisionnements et marchandises** reprennent les dépenses engagées en cours d'exercice pour les travaux d'amélioration énergétique pour les Villes et Communes associées (5.826.655 €). Ceux-ci ont été intégralement transférés aux stocks en clôture d'exercice.

Les **services et biens divers** se composent des frais des organes de gestion et de contrôle (26.336 €) ainsi que de la sous-traitance au secteur 1 couvrant les coûts du département « Développement de solutions énergétiques » (222.669 €) et les études et suivis afférents aux projets (1.396.490 €).

Les **produits financiers** d'un montant de 14.660.054 € représentent les produits de notre participation au capital de CENEO (14.567.985 €) ainsi que les produits financiers inhérents aux calculs économiques (92.069 €).

Les **charges financières** s'élèvent à 35.960 € : il s'agit principalement des intérêts du prêt d'un montant nominal de 2.500.000 € octroyé par le secteur 2.

Le **bénéfice de l'exercice** s'élève à 14.405.653 €. L'affectation du résultat pour cet exercice se décompose comme suit :

- 12.673.866 € à titre de rémunération des parts PF ;
- 1.731.787 € aux réserves disponibles.

BILAN

ACTIF

Les **immobilisations financières** représentent notre participation au capital de CENEO, soit des parts PF (124.277.625 €) et des parts PE (3.800.000 €) ainsi qu'au capital de NEOVIA pour 20.000 €

Les **créances à plus d'un an** reprennent les montants des travaux et études facturés aux Villes et Communes pour les projets d'amélioration en efficacité énergétique (2.154.418 €). Ces montants seront libérés conformément aux modalités reprises dans les différents calculs économiques y afférents.

Les **stocks et commandes en cours** reprennent les pré-audits et audits énergétiques ainsi que les études et travaux à facturer aux villes et communes (9.721.951 €).

Les **créances à un an au plus** reprennent le compte « clients » pour 1.699.250 €.

Les **valeurs disponibles** représentent 711.030 €.

Les **comptes de régularisation** comprennent des produits acquis pour 99.039 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** sont constitués principalement par l'apport au secteur 3 des Villes et Communes de leur participation dans le capital de CENEO.

Les **réserves disponibles** sont portées à 4.843.752 € après l'affectation du résultat de l'exercice.

Les **dettes à plus d'un an** (3.472.392 €) représentent le solde d'un emprunt nominal de 2.500.000 € octroyé par le secteur 2 (1.840.827 €) et le montant nominal des restitutions de capital inclus dans les calculs économiques (1.631.565 €).

Les **dettes à plus d'un an échéant dans l'année** reprennent la tranche d'emprunt venant à échéance en 2021 (114.828 €).

Les **dettes commerciales** sont constituées des montants dus aux fournisseurs (1.918.738 €) et des factures et notes de crédit à recevoir (408.174 €).

Les **autres dettes** se composent principalement des avances du secteur 1 (4.560.000 €), du compte courant avec le secteur 1 (202.813 €), du compte courant avec le secteur 2 (1.933.667 €) et de dettes découlant de l'affectation du résultat (845.956 €).

Le **compte de régularisation** est composé de charges financières à imputer sur l'exercice (19.081 €).

SECTEUR 4

COMPTE DE RESULTATS

Il n'y a pas eu d'opération impactant le compte de résultats sur l'exercice 2021, la convention de gestion ayant pris fin au 31 décembre 2019.

BILAN

ACTIF

Au vu de la finalisation de la cession des derniers actifs, il ne reste que les **valeurs disponibles** pour un montant de 247.909 €.

PASSIF

Les **apports disponibles** (2.802 €) restent inchangés.

La **réserve indisponible** s'élève à 989 €.

Les **réserves disponibles** s'élèvent 134.656 €.

Les **autres dettes** comportent principalement le montant des cautions reçues des locataires (13.964 €) ainsi que les montants à rembourser à la SOWAER suite aux dernières opérations liées à la convention de gestion qui a pris fin au 31 décembre 2019 (95.498 €).

COMPTES REGROUPÉS

Les opérations de regroupement suivantes ont été effectuées :

- reclassement de certains produits de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges afférents aux opérations intersectorielles;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale ;
- reclassement de la quote-part des subsides en rubrique « Impôts différés » ;
- affectation consolidée.

Le total du bilan atteint un montant de 511.446.674 € en 2021 contre de 513.421.157 € en 2020.

Le résultat d'exploitation « consolidé » se solde par un bénéfice d'exploitation de 11.736.600 €. Le bénéfice « consolidé », somme arithmétique de l'ensemble des secteurs, s'élève, après transfert aux réserves immunisées d'un montant de 421.000 €, à 21.250.836 € soit :

<u>Secteurs</u>	<u>Résultat net</u>
-> Secteur 1 :	1.219.109 €
-> Secteur 2 :	5.626.073 €
-> Secteur 3 :	14.405.654 €
-> Secteur 4 :	0 €

SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE (hors dettes à charge des tiers)

Les dettes financières présentées ci-dessous sont composées des dettes financières court terme et long terme hors dettes à charge des tiers, c'est-à-dire diminuées du leasing envers la SPGE pour 84.694.580 € et du montant relatif au dossier SOWAFINAL à charge de la Région wallonne pour 37.604.882 €.

L'endettement financier d'IGRETEC a diminué de 10,5 millions d'euros par rapport à 2020. L'endettement net a lui diminué d'un montant de 19,37 millions d'euros.

	2021	2020	Variation	Variation en %
Dettes financières	117.598.276 €	128.100.924 €	-10.502.647 €	-8,20%
Long terme	86.035.793 €	80.903.276 €	5.132.516 €	6,34%
Court terme	31.562.484 €	47.197.647 €	-15.635.164 €	-33,13%
Placements de trésorerie + disponible	20.955.868 €	12.089.690 €	8.866.177 €	73,34%
Endettement Net	96.642.409 €	116.011.234 €	-19.368.825 €	-16,70%

Au 31 décembre 2021, les dettes financières à long terme sont composées d'emprunts contractés auprès d'institutions financières pour un montant de 1.585.250 € en secteur 1 et de 84.450.543 € en secteur 2.

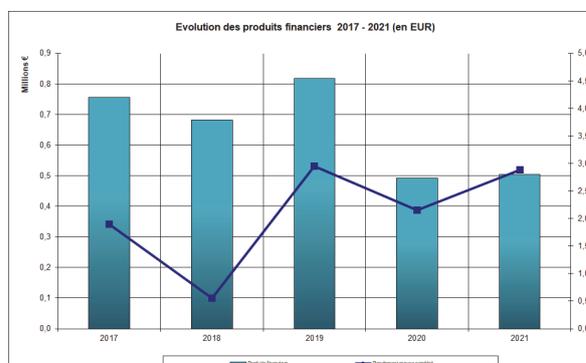
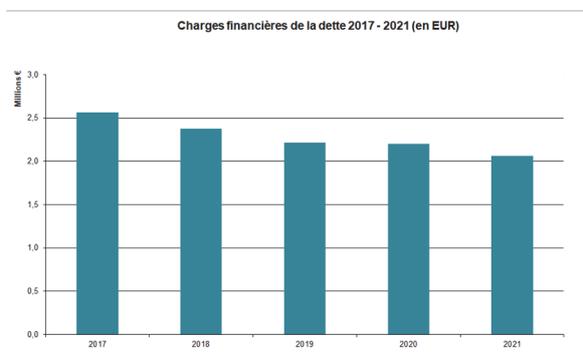
Les dettes financières à court terme sont constituées des émissions de billets de trésorerie pour le secteur 2 pour 24.500.000 € et de dettes à plus d'un an échéant dans l'année pour un montant de 6.867.484 €.

Les dettes financières de l'intercommunale dont 78,80 % portent un taux d'intérêt fixe (67,53 % fin 2020), ont un coût moyen pondéré de 1,59 % contre 1,50 % au 31 décembre 2020.

L'intercommunale utilise également des instruments de couverture (taux forward sur taux d'intérêt, etc.) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La trésorerie de l'intercommunale est gérée de manière centralisée par le trésorier de l'intercommunale conformément aux objectifs et principes définis par la direction. La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

Nous affichons un rendement moyen de nos avoirs de 2,89 % contre 2,15 % en 2020.



RATIOS BANQUE NATIONALE

CHIFFRES CLES		2021	2020	2019	2018	2017
A. Total de l'actif	(10 ^{^3} €)	511.447	513.421	524.732	535.662	562.722
B. Chiffre d'affaires	(10 ^{^3} €)	73.678	42.175	45.418	39.165	40.031
C. Chiffre d'affaires par travailleur	(10 ^{^3} €)	229	140	158	136	140
D. Rémunérations	(10 ^{^3} €)	26.640	24.159	23.014	22.315	22.197
E. Bénéfice net	(10 ^{^3} €)	21.250	13.028	16.834	12.699	10.743
F. Nombre moyen de travailleurs		321,1	301,5	286,5	287,1	286,5

RATIOS		2021	2020	2019	2018	2017
A. CONDITIONS D'EXPLOITATION						
Marge brute	(%)	32,08	24,71	21,17	20,98	33,97
Marge nette	(%)	16,84	8,93	14,42	10,54	10,26
Cash-flow opérationnel	(10 ^{^3} €)	33.239	10.832	9.904	37.167	19.304
Valeur ajoutée	(10 ^{^3} €)	47.863	34.212	31.312	32.325	38.972
Valeur ajoutée par membre du personnel	(10 ^{^3} €)	149,1	113,5	109,2	112,6	136,1
Frais de personnel / Valeur ajoutée	(%)	53,9	68,09	69,91	65,74	54,31
Quote-part des amortissements, dévaluations et provisions dans la valeur ajoutée	(%)	29,2	31,8	20,7	27,1	42,1
Importance des charges financières en comparaison de la valeur ajoutée	(%)	14,1	20,1	24,1	24,7	21,1
B. STRUCTURE FINANCIERE						
Liquidité générale ("Current ratio")	(%)	1,22	1,08	1,12	1,17	1,48
Liquidité réduite ("Acid test ratio")	(%)	0,6	0,46	0,56	0,51	0,71
Nombre de jours de crédit clients		59,8	85,5	95,55	41,99	51,21
Nombre de jours de crédit fournisseurs		83,21	71,59	73,94	103,02	85,01
Rentabilité nette des capitaux propres	(%)	11,1	6,95	8,99	6,49	5,46
Degré d'indépendance financière	(%)	38,17	36,4	35,7	36,5	34,9
Fonds de roulement net	(10 ^{^3} €)	17.620	6.954	10.831	14.312	33.406
- Besoins en fonds de roulement net	(10 ^{^3} €)	21.164	35.864	31.593	25.767	28.566
= Trésorerie nette	(10 ^{^3} €)	- 3.544	- 28.910	- 20.762	- 11.455	4.840

CHIFFRES CLÉS - ANALYSE SUR 5 ANS

(Chiffres 10^{^3}€)

Secteur 1	2021	2020	2019	2018	2017
Total bilan	161.531	166.601	174.627	173.048	178.274
Immobilisations corporelles	95.533	102.614	109.527	116.227	119.976
Capitaux popres	35.946	34.897	34.081	32.745	32.724
Ventes & prestations	53.937	50.739	50.015	49.658	46.903
Chiffre d'affaires	51.697	48.194	47.336	45.273	45.567
Coût des ventes & prestations	48.848	45.554	44.957	43.763	40.864
Rémunérations	26.640	24.159	23.014	22.315	22.197
Résultat d'exploitation(+/-)	5.088	5.174	5.057	5.895	6.039
Résultat de l'exercice(+/-)	1.219	980	1.135	947	960

Secteur 2	2021	2020	2019	2018	2017
Total bilan	224.758	230.182	232.753	236.977	231.307
Immobilisations corporelles	114.595	111.429	114.172	132.769	126.415
Capitaux popres	35.629	30.640	33.623	36.917	39.581
Ventes & prestations	32.488	19.517	22.630	18.026	17.109
Chiffre d'affaires	29.871	1.376	2.011	945	1.854
Coût des ventes & prestations	25.621	19.906	20.167	19.683	18.329
Résultat d'exploitation(+/-)	6.866	-389	2.463	-1.657	-1.219
Résultat de l'exercice(+/-)	6.047	-2.109	1.525	-2.536	-2.359

Secteur 3	2021	2020	2019	2018	2017
Total bilan	142.483	134.443	135.208	130.087	128.166
Immobilisations financières	128.097	127.178	126.278	124.278	124.278
Capitaux popres	128.973	127.155	125.606	125.889	124.279
Ventes & prestations	7.254	1.608	1.817	2.360	987
Chiffre d'affaires	1.447	24	4.115	14	353
Coût des ventes & prestations	7.472	1.867	2.012	2.523	1.170
Résultat d'exploitation(+/-)	-218	-259	-194	-164	-183
Résultat de l'exercice(+/-)	14.406	14.157	14.174	14.288	12.137

Secteur 4	2021	2020	2019	2018	2017
Total bilan	247	381	964	1.817	30.388
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Capitaux popres	138	138	138	138	138
Ventes & prestations	0	-1.373	-6.062	-3.224	6.314
Chiffre d'affaires	0	247	657	946	508
Coût des ventes & prestations	0	1.374	-6.062	-3.224	6.314
Résultat d'exploitation(+/-)	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice(+/-)	0	0	0	0	4

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS REGROUPÉS

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement (annexe 6.1)	20	0	0
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	371.368.422	372.435.872
II. Immobilisations incorporelles (annexe 6.2)	21	333.802	188.000
III. Immobilisations corporelles (annexe 6.3)	22/27	210.128.100	214.043.530
A. Terrains et constructions	22	19.846.289	20.341.647
B. Installations, machines et outillage	23	5.127.540	5.733.803
C. Mobilier et matériel roulant	24	755.378	567.130
D. Location-financement et droits similaires	25	84.694.579	91.084.390
E. Autres immobilisations corporelles	26	93.768.379	94.373.847
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	5.935.935	1.942.713
IV. Immobilisations financières (annexes 6.4 et 6.5.1)	28	160.906.520	158.204.342
A. Entreprises liées (annexe 6.15)	280/1	12.253.120	12.253.120
1. Participations	280	12.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (annexe 6.15)	282/3	129.293.191	128.630.081
1. Participations	282	129.293.191	128.630.081
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	19.360.209	17.321.141
1. Actions et parts	284	19.350.322	17.311.254
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.887	9.887
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	140.078.252	140.985.285
V. Créances à plus d'un an	29	42.175.529	42.505.710
A. Créances commerciales	290	2.154.418	1.678.408
B. Autres créances	291	40.021.111	40.827.302
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	47.311.503	51.198.880
A. Stocks	30/36	36.244.465	45.945.122
1. Approvisionnements	30/31	41.184	38.587
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	36.203.281	45.906.535
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	11.067.038	5.253.758
VII. Créances à un an au plus	40/41	25.796.756	28.515.160
A. Créances commerciales	40	14.923.640	15.414.997
B. Autres créances	41	10.873.116	13.100.163
VIII. Placements de trésorerie (annexes 6.5.1 et 6.6)	50/53	1.697.910	2.273.635
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.697.910	2.273.635
IX. Valeurs disponibles	54/58	19.257.957	9.816.055
X. Comptes de régularisation (annexe 6.6)	490/1	3.838.597	6.675.845
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	511.446.674	513.421.157

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	195.200.097	187.015.239
I. Apport (annexe 6.7)	10/11	135.267.766	133.880.613
Disponible	110	135.217.335	133.830.182
Indisponible	111	50.431	50.431
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	32.832.003	25.069.989
A. Réserves indisponibles	130/1	721.234	721.234
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	721.234	721.234
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
C. Réserves immunisées	132	421.000	
D. Réserves disponibles	133	31.689.769	24.348.755
IV. Bénéfice reporté	140	2.021.352	1.642.106
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	25.078.976	26.422.531
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	25.351.947	25.747.859
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	19.865.594	19.932.974
1. Pensions et obligations similaires	160	17.783.112	18.611.985
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	2.082.482	1.320.989
B. Impôts différés	168	5.486.353	5.814.885
DETTES	17/49	290.894.630	300.658.059
VII. Dettes à plus d'un an (annexe 6.9)	17	210.611.940	209.132.410
A. Dettes financières	170/4	198.856.292	199.081.094
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	78.577.991	84.613.931
4. Etablissements de crédit	173	4.258.206	3.835.534
5. Autres emprunts	174	116.020.095	110.631.629
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	11.755.648	10.051.316
VIII. Dettes à un an au plus (annexe 6.9)	42/48	78.440.227	88.774.050
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	16.541.446	16.190.963
B. Dettes financières	43	24.500.000	41.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	24.500.000	41.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	8.469.846	5.499.068
1. Fournisseurs	440/4	8.469.846	5.499.068
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	10.254.015	8.969.322
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	7.037.638	5.315.716
1. Impôts	450/3	3.037.457	2.403.967
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	4.000.181	2.911.749
F. Autres dettes	47/48	11.637.282	11.798.981
IX. Comptes de régularisation (annexe 6.9)	492/3	1.842.463	2.751.599
TOTAL DU PASSIF	10/49	511.446.674	513.421.157

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	82.298.315	60.902.939
A. Chiffre d'affaires (annexe 6.10)	70	73.678.006	42.175.307
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(3.795.554)	556.962
C. Production immobilisée	72	3.930.170	236.905
D. Autres produits d'exploitation (annexe 6.10)	74	8.481.097	17.762.194
E. Produits d'exploitation non récurrents (annexe 6.12)	76A	4.596	171.571
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	70.561.715	57.332.692
A. Approvisionnements et marchandises	60	12.679.062	4.798.479
1. Achats	600/8	12.681.658	4.801.895
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(2.596)	(3.416)
B. Services et biens divers	61	17.286.613	16.998.879
C. Rémunérations, charges sociales et pensions (annexe 6.10)	62	26.639.714	24.159.271
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	12.992.569	12.481.360
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -) (annexe 6.10)	631/4	260.502	(1.334.180)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -) (annexe 6.10)	635/8	(67.379)	(1.115.598)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	506.416	217.363
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes (annexe 6.12)	66A	264.218	1.127.118
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	11.736.600	3.570.247
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	16.751.957	16.311.762
A. Produits financiers récurrents	75	16.690.044	16.233.295
1. Produits des immobilisations financières	750	14.841.532	14.397.483
2. Produits des actifs circulants	751	400.277	421.096
3. Autres produits financiers (annexe 6.11)	752/9	1.448.235	1.414.716
B. Produits financiers non récurrents (annexe 6.12)	76B	61.913	78.467
V. Charges financières (annexe 6.11)	65/66B	6.744.919	7.182.189
A. Charges financières récurrentes	65	6.628.005	7.113.150
1. Charges des dettes	650	6.613.535	7.106.343
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières (annexe 6.11)	652/9	14.470	6.807
B. Charges financières non récurrentes (annexe 6.12)	66B	116.914	69.039
VI. Bénéfice courant avant impôts (+)	70/66B	21.743.638	12.699.820
Perte courante avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780	328.532	328.532
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77	(400.334)	
A. Impôts (-)	670/3	(400.334)	
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	21.671.836	13.028.352
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689	(421.000)	
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	21.250.836	13.028.352
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	22.892.942	13.028.352
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	21.250.836	13.028.352
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	1.642.106	
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		2.108.826
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		2.108.826
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(7.341.014)	
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	7.341.014	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	2.021.352	1.642.106
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(13.530.576)	(13.495.072)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	856.710	821.206
4. Autres allocataires	697		

Villes et Communes
AISEAU-PRESLES
CHARLEROI
CHATELET
COURCELLES
ERQUELINNES
FARCIENNES
FLEURUS
FONTAINE-L'EVEQUE
GERPINNES
HAM-SUR-HEURE / NALINNES
LOBBES
MERBES-LE-CHATEAU
MONTIGNY-LE-TILLEUL
PONT-A-CELLES
THUIN
TOTAUX

Dividendes 2021
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

Dividendes 2020
201.248
7.638.376
1.351.158
781.623
241.414
203.955
386.722
448.487
51.594
345.926
68.986
66.178
215.555
423.669
248.974
12.673.866

ANNEXES

6.2. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (rubrique 21 de l'actif)	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, savoir-faire, marques et droits similaires
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent		1.089.417
Mutations de l'exercice		
Acquisitions, y compris la production immobilisée		223.666
Cessions et désaffectations		160.114
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		1.152.969
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent		901.417
Mutations de l'exercice		
Actés		77.864
Repris		
Acquis de tiers		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		160.114
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		819.167
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		333.802

6.3. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains et constructions (C.6.3.1)	Installations, machines et outillage (C.6.3.2)	Mobilier et matériel roulant (C.6.3.3)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	27.194.532	20.289.189	9.624.197
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	211.844	32.136	460.212
Cessions et désaffectations			446.527
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	27.406.376	20.321.325	9.637.882
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	6.852.886	14.555.386	9.057.067
Mutations de l'exercice			
Actés	707.201	638.399	273.772
Repris			1.808
Acquis de tiers			
Annulés à la suite de cessions et désaffectations			446.527
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	7.560.087	15.193.785	8.882.504
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	19.846.289	5.127.540	755.378

	Location- financement et droits similaires (C.6.3.4)	Autres immobilisations corporelles (C.6.3.5)	Immobilisations en cours et acomptes versés (C.6.3.6)
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	157.425.689	161.782.248	1.942.713
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	97.787	4.166.786	4.319.752
Cessions et désaffectations	12.943.686		277.381
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)		49.149	-49.149
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	144.579.790	165.998.183	5.935.935
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	66.341.299	67.408.401	
Mutations de l'exercice			
Actés	6.487.598	4.821.301	250.650
Repris			
Acquis de tiers		102	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	12.943.686		
Transférés d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	59.885.211	72.229.804	250.650
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	84.694.579	93.768.379	5.685.285
DONT			
Terrains et constructions	84.428.958		
Installations, machine et outillage			
Mobilier et matériel roulant	265.621		

6.4. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Entreprises liées (C.6.4.1)	Entreprises avec un lien de participation (C.6.4.2)	Autres entreprises (C.6.4.3)
PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice précédent	12.314.620	130.562.951	33.869.338
Mutations de l'exercice			
Acquisitions		920.000	1.217.942
Cessions et retraits		247.894	13.682
Transferts d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	12.314.620	131.235.057	35.073.598
Plus-values au terme de l'exercice précédent			
Mutations de l'exercice			
Actées			
Acquises de tiers			
Annulées			
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)			
Plus-values au terme de l'exercice			
Réductions de valeur au terme de l'exercice précédent	0	280.628	42.462
Mutations de l'exercice			
Actées		70.909	
Reprises		61.913	
Acquises de tiers			
Annulées à la suite de cessions et retraits			13.682
Transférées d'une rubrique à une autre (+)/(-)	0		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	0	289.624	28.780
Montants non appelés au terme de l'exercice précédent	0	1.652.242	16.515.622
Mutations de l'exercice (+)/(-)	61.500		-821.126
Montants non appelés au terme de l'exercice	61.500	1.652.242	15.694.496
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	12.253.120	129.293.191	19.350.322
CREANCES			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent			9.887
Mutations de l'exercice			
Additions			
Remboursements			
Réductions de valeur actées			
Réductions de valeur reprises			
Différences de change (+)/(-)			
Autres (+)/(-)			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			9.887
Réductions de valeur cumulées sur créances au terme de l'exercice			

6.5. PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DETENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DENOMINATION	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	directement		Par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
	Nombre	%	%				
FONDS DE CAPITAUX D'AMORCAGE SA Bld de l'Yser 17, boîte 1 6000 Charleroi Belgique 451.292.894 Nominatives	40.700	48,80	0	31-12-2020	EUR	1.622.641	-145.303
CHARLEROI ENTREPRENDRE SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 427.178.892 Nominatives	23.279	30,99	0	31-12-2020	EUR	621.814	44.669
PORT AUTONOME DE CHARLEROI SNC Rue de Marcinelle 1 6000 Charleroi Belgique 208.201.095 Nominatives	70.000	46,67	0	31-12-2020	EUR	69.521.633	-380.495
WALLONIE DEVELOPPEMENT SCRL Rue du Vertbois 13c 4000 Liège 1 Belgique 874.449.060 Nominatives	5	12,50	0	31-12-2020	EUR	25.408	4.760
CENEO SC Bld Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.645.281 Nominatives	4.974.005	41,00	0	31-12-2020	EUR	907.920.228	40.112.558
L.R.V.S SCRL Rue du Déversoir 1 6010 Couillet Belgique 500.518.218 Nominatives	42	33,33	0	31-12-2020	EUR	383.233	19.180
CHARLEROI BRUSSEL SOUTH BIOPARK DEV SA Rue Auguste Piccard 48 6041 Gosselies Belgique 479.250.670 Nominatives	875	19,44	0	31-12-2020	EUR	604.500	16.397
SORESIC SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 686.758.119 Nominatives	3.162	51,00	0	31-12-2020	EUR	34.119.019	-2.233.583
SODEVIMMO SA Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 730.685.261 Nominatives	122.215	70,97	0	31-12-2020	EUR	19.040.160	1.979.327

6.5.2 LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE
DENOMINATION, Adresse complète du SIEGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMERO D'ENTREPRISE
CITW GIE Quai Saint-Brice 35 7500 Tournai Belgique 809.311.976
CITW+ GIE Avenue Gouverneur Bovesse 74 5100 Jambes (Namur) Belgique 667.546.773
AM IGRETEC - Eureco SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC -BANETTON-GARINO - PEC SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - Atelier (AT) Home - G.ECO Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - IBH W2E CONSULTANTS SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - VK Engineering SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - PIRNAY - POLYTECH Engineering - At.a rch F. HENNE SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - At.Archi ARCHI VISION PROJECTS - At.Archi SL + Architectes SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786
AM IGRETEC - A&G Atelier d'architecture SM Boulevard Mayence 1 6000 Charleroi Belgique 201.741.786

6.6. PLACEMENTS DE TRESORERIE ET COMPTES DE REGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRESORERIE - AUTRES PLACEMENTS	Exercice	Exercice précédent
Actions et parts	0	0
Valeur comptable augmentée du montant non appelé		
Montant non appelé		
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	1.697.910	2.273.635
Avec une durée résiduelle ou de préavis		
- d'un mois au plus		
- de plus d'un mois à un an au plus	1.697.910	2.273.635
- de plus d'un an		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant		0

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Charges à reporter	712.962
Produits acquis	194.181
Etudes en cours	2.931.454

6.7. ETAT DE L'APPORT ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT	Montants	Nombres d'actions
ETAT DE L'APPORT		
Apport		
Disponible au terme de l'exercice précédent	133.830.182	
Disponible au terme de l'exercice	135.217.335	
Indisponible au terme de l'exercice précédent	50.431	
Indisponible au terme de l'exercice	50.431	
Capitaux propres apportés par les actionnaires		
En espèces	27.630.890	
dont montant non libéré	15.009.174	
En nature	122.646.050	
dont montant non libéré		
Représentation du capital		
Modifications au cours de l'exercice		
AC Villers le Bouillet	6	
AC Saint-Gilles	6	
AC Rixensart	6	
AC Waterloo	6	
AC Andenne	6	
AC Visé	6	
Brulabo	6	
Hôpital IRIS	6	
CPAS La Louvière	6	
Retrait RCA Farciennes	-31	
Augmentation de capital	1.031.052	
Reconstitution de capital	85.371	
Actions nominatives		32.012.452

6.8. PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	Exercice
VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRESENTE UN MONTANT IMPORTANT	
Provision réhabilitation PAE	331.330
Provisions à caractère social	114.080
Provisions pour litiges et actions en cours	1.637.072

6.9. ETAT DES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF			
VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE	Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	Dettes ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières	16.541.446	63.419.748	135.436.545
Emprunts subordonnés			
Emprunts obligataires non subordonnés			
Dettes de location-financement et assimilées	6.116.589	26.641.091	51.936.901
Etablissements de crédit	317.050	3.624.106	634.100
Autres emprunts	10.107.807	33.154.551	82.865.544
Dettes commerciales			
Fournisseurs			
Effets à payer			
Acomptes reçus sur commandes			
Autres dettes			11.755.648
Total	16.541.446	63.419.748	147.192.193

DETTES GARANTIES	Dettes garanties par les pouvoirs publics belges	Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
Dettes financières	123.811.341	0
Emprunts subordonnés		
Emprunts obligataires non subordonnés		
Dettes de location-financement et assimilées	84.694.581	
Etablissements de crédit	2.672.956	
Autres emprunts	36.443.804	
Dettes commerciales		
Fournisseurs		
Effets à payer		
Acomptes reçus sur commandes		
Autres dettes	11.755.648	
Total	135.566.989	0

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts (rubrique 450/3 du passif)	
Dettes fiscales échues	
Dettes fiscales non échues	3.037.457
Dettes fiscales estimées	
Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)	
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	
Autres dettes salariales et sociales	4.000.181

COMPTES DE REGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Charges à imputer	855.923
Etudes en cours (marges potentielles négatives)	406.575
Stock de terrains dans les parcs d'activités - charges à imputer	526.672
Produits à reporter	53.293

6.10. RESULTATS D'EXPLOITATION	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net		
Ventilation par catégorie d'activité		
Sect 1 : Gestion de l'eau	28.845.730	28.724.964
Sect 1 : Bureau d'études	13.384.926	12.208.217
Sect 2 : Vente de terrains dans les parcs d'activités économiques	22.596.136	971.237
Sect 3 : Projets d'amélioration en efficacité énergétique	1.447.212	23.659
Sect 4 : Ventes d'immeubles		247.500
Produits locatifs	7.404.002	
Ventilation par marché géographique (Belgique)	73.678.006	42.175.307
Autres produits d'exploitation		
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics	4.469.464	4.893.397
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	305	292
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	321,1	301,5
Nombre d'heures effectivement prestées	497.346	446.166
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	19.389.767	17.873.074
Cotisations patronales d'assurances sociales	5.741.406	5.389.657
Primes patronales pour assurances extralégales	607.768	575.014
Autres frais de personnel	900.773	321.526
Pensions de retraite et de survie		
Provisions pour pensions et obligations similaires		
Dotations (utilisations et reprises)	-828.873	-863.381
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées	94.419	
Reprises		1.378.213
Sur créances commerciales		
Actées	240.092	75.602
Reprises	74.009	31.569
Provisions pour risques et charges		
Constitutions	859.615	106.069
Utilisations et reprises	926.994	1.221.667
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	206.721	120.366
Autres	299.695	96.997
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	7	2
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	4,5	3,1
Nombre d'heures effectivement prestées	8.761	6.056
Frais pour l'entreprise	302.310	215.155

6.11. RESULTATS FINANCIERS	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RECURRENTS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	1.343.556	1.343.551
Subsides en intérêts		
Ventilation des autres produits financiers		
Reprise (moins-value) / portefeuille de gestion		
Produits financiers divers et intérêts perçus	104.523	71.165
CHARGES FINANCIERES RECURRENTES		
Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Intérêts portés à l'actif		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		
Autres charges financières		
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances		
Provisions à caractère financier		
Constituées		
Utilisées et reprises		
Ventilation des autres charges financières		
Charges financières diverses	14.470	6.807
Moins-value sur actifs circulants		

6.12. PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RECURRENTS	66.509	250.038
Produits d'exploitation non récurrents	4.596	171.571
Reprises d'amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.808	
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles	2.788	9.888
Autres produits d'exploitation non récurrents		161.683
Produits financiers non récurrents	61.913	78.467
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	61.913	78.467
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières		
Autres produits financiers non récurrents		
CHARGES NON RECURRENTES	381.132	1.196.157
Charges d'exploitation non récurrentes	264.218	1.127.118
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	264.218	1.127.118
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels		
dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles corporelles		
Autres charges d'exploitation non récurrentes		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration		
Charges financières non récurrentes	116.914	69.039
Réductions de valeur sur immobilisations financières	70.909	12.586
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels		
dotations (utilisations)		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	46.005	
Autres charges financières non récurrentes		56.453
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de de frais de restructuration		

6.13. IMPÔTS ET TAXES			
IMPÔTS SUR LE RESULTAT		Exercice	
Impôts sur le résultat de l'exercice		400.333	
Impôts et précomptes dus ou versés		323.169	
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif		-22.836	
Suppléments d'impôts estimés		100.000	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs			
Suppléments d'impôts dus ou versés			
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés			
Principales sources de disparité entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		Exercice	
Réserves (variation des provisions taxées à l'IPM)		-828.873	
Montant des DNA estimées		1.053.363	
Montant des RDT utilisés		-20.677.846	
Provisions imposables		320.631	
Subsides en capital (déductibles)		-357.960	
Variation des réductions de valeur et plus value non déductibles		102.877	
Participation bénéficiaire (assimilée rémunération)		-863.029	
Sources de latences fiscales		Exercice	
Réserves (provisions taxées à l'IPM avant assujettissement à l'ISOC en 2015)		18.373.141	
Montant des RDT sur l'exercice (14.394.647€) - montant non déduit 2021		5.429.241	
Réserves immunisées suite à la constitution d'une convention de Tax Shelter		421.000	
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTEE ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS		Exercice	Exercice précédent
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)		7.183.000	6.312.243
Par l'entreprise		13.404.429	10.941.765
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel		4.994.795	4.572.236
Précompte mobilier			

6.14. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice
GARANTIES REELLES		
Garantie réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés		
Montant de l'inscription		
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription		
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptables des actifs gagés		84.428.958
Sûretés constituées sur actifs futurs - ontant des actifs en cause		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
SPGE / Leasing lot 3 - option d'achat 5 % (2023)		259.464
SPGE / Leasing lot 4 - option d'achat 5 % (2029)		2.267.967
SPGE / Leasing lot 5 - option d'achat 5 % (2030)		260.868
SPGE / Leasing lot 6 - option d'achat 5 % (2030)		158.967
SPGE / Leasing lot 8 - option d'achat 5 % (2030)		2.143.158
SPGE / Leasing lot 10 - option d'achat 5 % (2034)		1.187.257
SPGE / Leasing lot 11 - option d'achat 5 % (2035)		472.990
SPGE / Leasing lot 14 - option d'achat 5 % (2039)		297.202
SPGE / Leasing lot 17 - option d'achat 5 % (2042)		162.230
CONSEQUENCES FINANCIERES DES OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN		
Un SWAP de taux pour la couverture d'un emprunt initial de 6.341.000 euros		1.902.300

6.15. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION				
	Entreprises liées		Entreprises avec un lien de participation	
	Exercice	Exercice précédent	Exercice	Exercice précédent
Immobilisations financières	12.253.120	12.253.120	129.293.191	128.630.081
Participations	12.253.120	12.253.120	129.293.191	128.630.081
Créances subordonnées				
Autres créances				
Créances	0	484.402	0	69.951
A plus d'un an				
A un an au plus		484.402		69.951
Placements de trésorerie				
Actions				
Créances				
Dettes	0	0	0	5.743
A plus d'un an				
A un an au plus				5.743

6.16. RELATIONS FINANCIERES AVEC	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTROLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ETRE LIEES A CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTROLEES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES	
Créances sur les personnes précitées	
Conditions principales des créances	
Garanties constituées en leur faveur	
Autres engagements financiers significatifs souscrits en leur faveur	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
Aux administrateurs et gérants	95.733
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	
LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIE (ILS SONT LIES)	
Emoluments du (des) commissaire(s)	26.000
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)	
Autres missions d'attestation	7.550
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	10.352
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)	
Autres missions d'attestation	
Missions de conseils fiscaux	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	

6.17. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES NON EVALUES A LA JUSTE VALEUR							
				Exercice		Exercice précédent	
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	spéculation / couverture	Volume	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
ING-SWAP sur couverture de taux	Couverture de taux d'emprunt nominal de 6.341.000 €	Couverture	1.902.300	0	315.402	0	425.184

BILAN SOCIAL

ETAT DES PERSONNES OCCUPEES	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	3P. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	297,2	34,9	321,0	301,5
Nombre effectif d'heures prestées	462.272	35.074	497.346	446.166
Frais de personnel	24.860.181	1.779.533	26.639.714	24.159.271

	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	305	35	328,5
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	296	35	319,5
Contrat à durée déterminée	9		9,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	209	15	219,1
Femmes	96	20	109,4
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	16		16,0
Employés	238	35	261,5
Ouvriers	51	0	51
Autres			

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
ENTREES			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	39	1	39,8
SORTIES			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	20	1	20,5

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE	Hommes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle à charge de l'employeur		
Nombre de travailleurs concernés	130	45
Nombre d'heures de formation suivies	3.115	1.141
Coût net pour l'entreprise	79.880	30.390

RÈGLES D'ÉVALUATION

INTRODUCTION

Les règles d'évaluation sont établies conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés remplacé par l'arrêté royal d'exécution du Code des Sociétés et des Associations.

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement et de constitution sont pris en charge sur l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont portées à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font l'objet d'amortissements dont la règle est la suivante :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels	3 ans

3. Immobilisations corporelles

Elles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des règles d'amortissements suivantes :

<u>Rubrique</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Terrains	néant
Bâtiments (travaux, honoraires)	33 ans
Entretien bâtiments (gros travaux de rénovation)	20 ans
Entretien bâtiments (travaux de rénovation)	15 ans
Entretien bâtiments (petits travaux de rénovation)	10 ans
Gros mobilier de bureau	10 ans
Petit mobilier de bureau	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel informatique	3 ans

Remarques :

- En ce qui concerne les bâtiments, le transfert de la rubrique « Immobilisations en cours » aux diverses rubriques « Immobilisations corporelles » est effectué au moment de la réception provisoire. Les amortissements sont calculés prorata temporis, à partir du mois de cette réception provisoire.
- En ce qui concerne les bâtiments et ouvrages d'assainissement faisant l'objet d'un contrat de leasing, ils sont amortis au même rythme que le plan de remboursement en capital repris audit contrat (amortissement financier).
- Les plus-values de réévaluation sur les immobilisations corporelles font l'objet d'un amortissement débutant au 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la comptabilisation au passif du bilan.
- Les immobilisations corporelles incluent la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles qui sont comptabilisées au travers de la production immobilisée.

4. Immobilisations financières

A. Entreprises liées

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

La valeur de la participation est revue chaque année en tenant compte de la valeur de l'actif net au 31 décembre de l'année précédente.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation

Les participations sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

C. Autres immobilisations financières

Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition.

Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciations durables.

5. Stocks et commandes en cours d'exécution

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur.

A. Terrains

Les ventes de terrains sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel le compromis de vente a été signé.

B. Immeubles (repris dans la zone d'exposition au bruit de l'aéroport de Charleroi)

Les immeubles acquis dans ladite zone sont comptabilisés à la date de signature de l'acte de vente et non au moment du compromis de vente, au vu de la spécificité de ce secteur. Ce principe de comptabilisation a été maintenu jusqu'à la fin de la convention au 31 décembre de l'exercice 2019. Les opérations de ventes postérieures à la fin de la convention seront comptabilisées quant à elles à la date du compromis de vente.

De plus, la valeur du stock d'immeubles est ajustée systématiquement à une valeur minimum estimée de revente, fixée de commun accord avec la SOWAER.

Des réductions de valeur seront portées en compte dès lors que des immeubles seront démolis ou à démolir.

C. Terrains et infrastructures sur nos parcs d'activités économiques

Ils sont constitués de la valeur en prix de revient ou de la valeur de marché si le prix de revient lui est supérieur. Les subsides afférents aux infrastructures et aux acquisitions sont portés à l'actif en déduction des coûts d'acquisitions et des travaux relatifs à ces infrastructures et terrains. Pour les nouveaux parcs d'activités, le montant des études et des prestations préalables au développement du parc est porté à l'actif.

En fin d'exercice, les stocks sont valorisés sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet.

Les stocks sont ajustés et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations sur base de l'estimation des travaux restant à réaliser.

Les stocks incluent également la valorisation au prix du marché des prestations intersectorielles.

Les réductions de valeur éventuelles seront portées en compte de résultat s'il appert que l'estimation du prix de revient final devenait supérieure à la valeur de marché.

Les nouveaux parcs d'activités pour lesquels les estimations de prix de revient peuvent être sujettes à une révision importante ou pour lesquels l'état d'avancement du projet n'est pas suffisamment abouti feront l'objet d'une information dans le rapport de gestion sur les réductions de valeurs probables, sans pour autant être reprises systématiquement au niveau du compte de résultat. Une évaluation du risque sera opérée chaque année.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une réduction de valeur appropriée est opérée sur toutes les créances qui présentent une moins-value durable à la clôture de l'exercice.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus.

A la clôture de l'exercice, ils font l'objet de réductions de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir les risques, charges et pertes prévisibles, nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions constituées lors des exercices antérieurs sont régulièrement revues. Les excédents éventuels, devenus sans objet, sont transférés au résultat.

Toute provision constituée dans le cadre d'un dossier spécifique sera systématiquement transférée au résultat après 10 ans pour autant qu'aucun élément nouveau ou majeur ne soit apparu dans le dossier.

La provision relative aux cotisations de responsabilisation ONSSAPL a été constituée en 2011 sur base d'un calcul d'actualisation des pensions futures du personnel statutaire avec les hypothèses suivantes :

- Période : 2012-2050 ;
- Décès : 85 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes. Idem pour les ayants droit ;
- Départ à la retraite : dès que légalement possible (combinaison âge minimum et/ou carrière minimum) ;
- Taux d'indexation annuel : 2 % l'an.

Depuis 2016, la provision n'est plus actualisée et est mouvementée sur base des montants pris en charge sur l'exercice en fonction des factures reçues de l'ONSSAPL.

9. Dettes à plus d'un an

Dans le cadre des investissements d'amélioration en efficacité énergétique réalisés pour les Villes et Communes associées du secteur 3, le montant des restitutions en capital est comptabilisé en « Autres dettes long terme ». Ces restitutions ne font pas l'objet de mouvement financier et doivent, à terme, être recapitalisées conformément aux avenants qui découlent des conventions-cadres.

10. Subsidés en capital

Les subsidés en capital obtenus sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Ils sont pris au compte de résultats au même rythme que les amortissements pratiqués pour les investissements correspondants.

11. Comptes de régularisation

Projets Bureau d'études

En fin d'exercice, les études sont valorisées sur base de leur coût complet en prenant en compte l'ensemble des charges directes associées à chaque projet ainsi que la valorisation des prestations y afférentes qui, elles, sont calculées sur base d'un taux horaire complet moyen. Sur cette base, la marge estimée par projet est calculée au prorata de l'avancement et les comptes de régularisation reprennent donc la différence entre la marge ainsi estimée par projet et la marge déjà facturée à la clôture de l'exercice.

En fin d'exercice, les études sont donc ajustées globalement comme expliqué ci-dessus et font l'objet d'écritures aux comptes de régularisations comme suit :

- soit à l'actif du bilan, en produits acquis, pour les projets présentant une marge potentielle positive ;
- soit au passif du bilan, en charges à imputer, pour les projets présentant une marge potentielle négative, à concurrence du montant intégral de la perte présumée.

AUTRES INFORMATIONS

Regroupement intersectoriel

Les opérations de consolidation suivantes sont effectuées :

- reclassement de produits intersectoriels, concernant des immobilisations en cours, de la rubrique chiffre d'affaires vers la rubrique production immobilisée ;
- compensation des produits et des charges d'exploitation afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des produits et des charges financières afférents aux opérations intersectorielles ;
- compensation des créances et des dettes réciproques aux quatre secteurs ;
- reclassement des immobilisations financières en fonction des participations globalement détenues par l'intercommunale.

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTATS PAR SECTEUR

SECTEUR 1

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS	21/28	107.628.627	112.525.357
II. Immobilisations incorporelles	21	333.802	187.999
III. Immobilisations corporelles	22/27	95.532.900	102.614.501
A. Terrains et constructions	22	143.660	143.660
B. Installations, machines et outillage	23	5.053.662	5.653.327
C. Mobilier et matériel roulant	24	588.514	370.378
D. Location-financement et droits similaires	25	84.694.579	91.084.390
E. Autres immobilisations corporelles	26	5.052.485	5.362.746
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	11.761.925	9.722.857
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	11.761.925	9.722.857
1. Actions et parts	284	11.752.135	9.713.067
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	9.790	9.790
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	53.902.219	54.076.121
V. Créances à plus d'un an	29	6.143.555	7.200.536
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	6.143.555	7.200.536
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	1.386.271	1.366.998
A. Stocks	30/36	41.184	38.587
1. Approvisionnements	30/31	41.184	38.587
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	1.345.087	1.328.411
VII. Créances à un an au plus	40/41	28.546.338	31.138.663
A. Créances commerciales	40	14.540.123	14.425.764
B. Autres créances	41	14.006.215	16.712.899
VIII. Placements de trésorerie	50/53	1.222.817	1.824.776
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	1.222.817	1.824.776
IX. Valeurs disponibles	54/58	13.010.041	6.007.160
X. Comptes de régularisation	490/1	3.593.197	6.537.988
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	161.530.846	166.601.478

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	35.945.931	34.896.617
I. Apport	10/11	12.087.226	10.786.444
Disponible	110	12.062.426	10.761.644
Indisponible	111	24.800	24.800
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	18.099.796	18.099.796
A. Réserves indisponibles	130/1	42.776	42.776
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	42.776	42.776
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	18.057.020	18.057.020
IV. Bénéfice reporté	140	521.352	158.953
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	5.237.557	5.851.424
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	15.024.726	15.230.227
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	15.024.726	15.230.227
1. Pensions et obligations similaires	160	13.438.044	14.078.762
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	1.586.682	1.151.465
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	110.560.189	116.474.634
VII. Dettes à plus d'un an	17	80.163.241	86.516.232
A. Dettes financières	170/4	80.163.241	86.516.232
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172	78.577.991	84.613.932
4. Etablissements de crédit	173	1.585.250	1.902.300
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	29.935.046	28.990.940
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	6.433.639	7.127.163
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	2.646.646	2.997.716
1. Fournisseurs	440/4	2.646.646	2.997.716
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	7.468.351	7.066.091
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	6.877.450	5.199.551
1. Impôts	450/3	2.877.269	2.287.802
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	4.000.181	2.911.749
F. Autres dettes	47/48	6.508.960	6.600.419
IX. Comptes de régularisation	492/3	461.902	967.462
TOTAL DU PASSIF	10/49	161.530.846	166.601.478

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	53.937.066	50.738.717
A. Chiffre d'affaires	70	51.697.005	48.194.394
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	16.676	16.901
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	2.218.789	2.517.534
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A	4.596	9.888
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	48.848.278	45.554.258
A. Approvisionnements et marchandises	60	14.080	13.485
1. Achats	600/8	16.676	16.901
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609	(2.596)	(3.416)
B. Services et biens divers	61	12.883.035	12.799.382
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	26.639.714	24.159.271
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	7.685.433	7.391.453
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	(1.164)	
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	(205.501)	(657.899)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	1.819.113	1.848.566
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A	13.568	
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A	5.088.788	5.184.459
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B	1.024.984	1.043.080
A. Produits financiers récurrents	75	1.024.984	1.043.080
1. Produits des immobilisations financières	750	3	3
2. Produits des actifs circulants	751	400.277	421.096
3. Autres produits financiers	752/9	624.704	621.981
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	4.894.663	5.247.379
A. Charges financières récurrentes	65	4.894.663	5.247.379
1. Charges des dettes	650	4.889.817	5.242.188
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	4.846	5.191
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	1.219.109	980.160
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	1.219.109	980.160
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	1.219.109	980.160
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	1.378.062	980.160
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.219.109	980.160
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	158.953	
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	521.352	158.953
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(856.710)	(821.207)
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696	856.710	821.207
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 2

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	135.642.170	132.732.890
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27	114.595.199	111.429.029
A. Terrains et constructions	22	19.702.629	20.197.987
B. Installations, machines et outillage	23	73.878	80.476
C. Mobilier et matériel roulant	24	166.863	196.751
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26	88.715.894	89.011.102
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27	5.935.935	1.942.713
IV. Immobilisations financières	28	21.046.971	21.303.861
A. Entreprises liées	280/1	12.253.120	12.253.120
1. Participations	280	12.253.120	12.253.120
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	1.195.567	1.452.457
1. Participations	282	1.195.567	1.452.457
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8	7.598.284	7.598.284
1. Actions et parts	284	7.598.187	7.598.187
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8	97	97
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	89.116.120	97.449.236
V. Créances à plus d'un an	29	35.718.383	35.582.421
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291	35.718.383	35.582.421
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	36.203.281	45.906.535
A. Stocks	30/36	36.203.281	45.906.535
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35	36.203.281	45.906.535
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	11.284.026	12.803.874
A. Créances commerciales	40	1.034.873	1.818.275
B. Autres créances	41	10.249.153	10.985.599
VIII. Placements de trésorerie	50/53	475.094	448.858
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53	475.094	448.858
IX. Valeurs disponibles	54/58	5.288.976	2.618.325
X. Comptes de régularisation	490/1	146.360	89.223
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	224.758.290	230.182.126

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	35.629.116	30.640.263
I. Apport	10/11	531.687	531.687
Disponibles	110	506.056	506.056
Indisponibles	111	25.631	25.631
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	8.269.657	3.722.584
A. Réserves indisponibles	130/1	677.469	677.469
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	677.469	677.469
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132	421.000	
C. Réserves disponibles	133	7.171.188	3.045.115
IV. Bénéfice reporté	140	1.500.000	
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15	25.327.772	26.385.992
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	4.840.869	4.702.747
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5	4.840.869	4.702.747
1. Pensions et obligations similaires	160	4.345.068	4.533.223
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5	495.801	169.524
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	184.288.305	194.839.116
VII. Dettes à plus d'un an	17	128.817.134	120.898.208
A. Dettes financières	170/4	118.693.051	112.564.863
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173	2.672.956	1.933.234
5. Autres emprunts	174	116.020.095	110.631.629
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	10.124.083	8.333.345
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	54.109.691	72.105.042
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	10.107.807	9.063.800
B. Dettes financières	43	24.500.000	41.000.000
1. Etablissements de crédit	430/8	24.500.000	41.000.000
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	5.846.894	3.283.216
1. Fournisseurs	440/4	5.846.894	3.283.216
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46	2.785.664	1.903.231
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	160.188	116.165
1. Impôts	450/3	160.188	116.165
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	10.709.138	16.738.630
IX. Comptes de régularisation	492/3	1.361.480	1.835.866
TOTAL DU PASSIF	10/49	224.758.290	230.182.126

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	32.487.700	19.678.510
A. Chiffre d'affaires	70	29.871.031	1.376.584
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	(9.608.835)	672.564
C. Production immobilisée	72	3.930.170	236.905
D. Autres produits d'exploitation	74	8.295.334	17.230.774
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		161.683
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	25.621.448	21.033.398
A. Approvisionnements et marchandises	60	6.838.328	3.626.829
1. Achats	600/8	6.838.328	3.626.829
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	12.291.474	11.293.257
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630	5.307.136	5.089.907
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4	261.666	44.033
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8	138.122	(457.699)
G. Autres charges d'exploitation	640/8	534.072	309.953
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A	250.650	1.127.118
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/64	6.866.252	
Perte d'exploitation (-)	64/70		(1.354.888)
IV. Produits financiers	75/76b	1.431.411	1.180.672
A. Produits financiers récurrents	75	1.369.498	1.102.205
1. Produits des immobilisations financières	750	273.544	2.834
2. Produits des actifs circulants	751	35.960	38.028
3. Autres produits financiers	752/9	1.059.994	1.061.343
B. Produits financiers non récurrents	76B	61.913	78.467
V. Charges financières	65/66B	1.850.256	1.934.610
A. Charges financières récurrentes	65	1.733.342	1.865.571
1. Charges des dettes	650	1.723.719	1.864.156
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9	9.623	1.415
B. Charges financières non récurrentes	66B	116.914	69.039
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/65	6.447.407	
Perte de l'exercice avant impôts (-)	65/70		(2.108.826)
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
X. Impôts sur le résultat (-)/(+)	67/77	(400.333)	
A. Impôts (-)	670/3	(400.333)	
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
XI. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	6.047.074	
Perte de l'exercice (-)	67/70		(2.108.826)
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689	(421.000)	
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	5.626.074	
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		(2.108.826)

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	5.626.074	
Perte à affecter (-)	69/70		(2.108.826)
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	5.626.074	
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		(2.108.826)
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		2.108.826
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		2.108.826
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(4.126.074)	
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	4.126.074	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693	1.500.000	
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 3

ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28	128.097.625	127.177.625
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28	128.097.625	127.177.625
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	128.097.625	127.177.625
1. Participations	282	128.097.625	127.177.625
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	14.385.689	7.265.556
V. Créances à plus d'un an	29	2.154.418	1.678.408
A. Créances commerciales	290	2.154.418	1.678.408
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	9.721.951	3.925.347
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37	9.721.951	3.925.347
VII. Créances à un an au plus	40/41	1.699.250	803.873
A. Créances commerciales	40	1.699.250	722.550
B. Autres créances	41		81.323
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	711.031	809.293
X. Comptes de régularisation	490/1	99.039	48.635
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	142.483.314	134.443.181

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	128.972.955	127.154.797
I. Apport	10/11	122.646.050	122.559.679
Disponible	110	122.646.050	122.559.679
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	6.326.905	3.111.965
A. Réserves indisponibles	130/1		
1. Réserves statutairement indisponibles	1311		
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	6.326.905	3.111.965
IV. Bénéfice reporté	140		1.483.153
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	13.510.359	7.288.384
VII. Dettes à plus d'un an	17	3.472.392	3.673.626
A. Dettes financières	170/4	1.840.827	1.955.655
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174	1.840.827	1.955.655
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9	1.631.565	1.717.971
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	10.018.887	3.594.523
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	114.828	112.709
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44	2.326.912	694.924
1. Fournisseurs	440/4	2.326.912	694.924
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	7.577.147	2.786.890
IX. Comptes de régularisation	492/3	19.080	20.235
TOTAL DU PASSIF	10/49	142.483.314	134.443.181

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A	7.253.710	1.608.018
A. Chiffre d'affaires	70	1.447.212	23.659
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71	5.796.604	1.575.710
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74	9.894	8.649
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A	7.472.151	1.867.543
A. Approvisionnements et marchandises	60	5.826.655	1.158.166
1. Achats	600/8	5.826.655	1.158.166
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		
B. Services et biens divers	61	1.645.496	709.377
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		
Perte d'exploitation (-)	66A/70	(218.441)	(259.525)
IV. Produits financiers	75/76B	14.660.054	14.454.571
A. Produits financiers récurrents	75	14.660.054	14.454.571
1. Produits des immobilisations financières	750	14.567.985	14.394.647
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9	92.069	59.924
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B	35.960	38.028
A. Charges financières récurrentes	65	35.960	38.028
1. Charges des dettes	650	35.960	38.028
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B	14.405.653	14.157.018
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67	14.405.653	14.157.018
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)	14.405.653	14.157.018
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69	15.888.806	14.157.018
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	14.405.653	14.157.018
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790	1.483.153	
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2	(3.214.940)	
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921	3.214.940	
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		1.483.152
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7	(12.673.866)	(12.673.866)
1. Rémunération de l'apport	694	12.673.866	12.673.866
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

SECTEUR 4

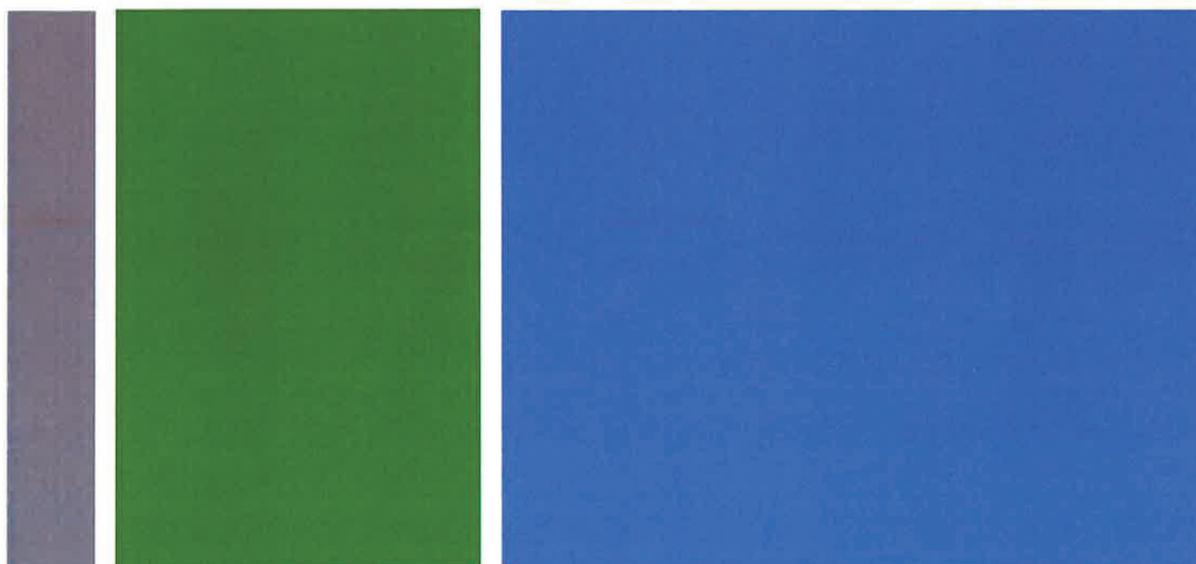
ACTIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Frais d'établissement	20		
ACTIFS IMMOBILISES	21/28		
II. Immobilisations incorporelles	21		
III. Immobilisations corporelles	22/27		
A. Terrains et constructions	22		
B. Installations, machines et outillage	23		
C. Mobilier et matériel roulant	24		
D. Location-financement et droits similaires	25		
E. Autres immobilisations corporelles	26		
F. Immobilisations en cours et acomptes versés	27		
IV. Immobilisations financières	28		
A. Entreprises liées	280/1		
1. Participations	280		
2. Créances	281		
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3		
1. Participations	282		
2. Créances	283		
C. Autres immobilisations financières	284/8		
1. Actions et parts	284		
2. Créances et cautionnements en numéraire	285/8		
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	247.909	381.278
V. Créances à plus d'un an	29	0	0
A. Créances commerciales	290		
B. Autres créances	291		
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	3	0	0
A. Stocks	30/36		
1. Approvisionnements	30/31		
2. En-cours de fabrication	32		
3. Produits finis	33		
4. Marchandises	34		
5. Immeubles destinés à la vente	35		
6. Acomptes versés	36		
B. Commandes en cours d'exécution	37		
VII. Créances à un an au plus	40/41	0	0
A. Créances commerciales	40		
B. Autres créances	41		
VIII. Placements de trésorerie	50/53	0	0
A. Actions propres	50		
B. Autres placements	51/53		
IX. Valeurs disponibles	54/58	247.909	381.278
X. Comptes de régularisation	490/1		
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	247.909	381.278

PASSIF	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES	10/15	138.447	138.447
I. Apport	10/11	2.802	2.802
Disponible	110	2.802	2.802
Indisponible	111		
II. Plus-values de réévaluation	12		
III. Réserves	13	135.645	135.645
A. Réserves indisponibles	130/1	989	989
1. Réserves statutairement indisponibles	1311	989	989
2. Acquisition d'actions propres	1312		
3. Soutien financier	1313		
4. Autres	1319		
B. Réserves immunisées	132		
C. Réserves disponibles	133	134.656	134.656
IV. Bénéfice reporté	140		
Perte reportée (-)	141		
V. Subsidés en capital	15		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16		
VI. A. Provisions pour risques et charges	160/5		
1. Pensions et obligations similaires	160		
2. Charges fiscales	161		
3. Grosses réparations et gros entretien	162		
4. Obligations environnementales	163		
5. Autres risques et charges	164/5		
B. Impôts différés	168		
DETTES	17/49	109.462	242.831
VII. Dettes à plus d'un an	17		
A. Dettes financières	170/4		
1. Emprunts subordonnés	170		
2. Emprunts obligataires non subordonnés	171		
3. Dettes de location-financement et assimilées	172		
4. Etablissements de crédit	173		
5. Autres emprunts	174		
B. Dettes commerciales	175		
1. Fournisseurs	1750		
2. Effets à payer	1751		
C. Acomptes reçus sur commandes	176		
D. Autres dettes	178/9		
VIII. Dettes à un an au plus	42/48	109.462	242.831
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42		
B. Dettes financières	43		
1. Etablissements de crédit	430/8		
2. Autres emprunts	439		
C. Dettes commerciales	44		2.841
1. Fournisseurs	440/4		2.841
2. Effets à payer	441		
D. Acomptes reçus sur commandes	46		
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45		
1. Impôts	450/3		
2. Rémunérations et charges sociales	454/9		
F. Autres dettes	47/48	109.462	239.990
IX. Comptes de régularisation	492/3		
TOTAL DU PASSIF	10/49	247.909	381.278

COMPTE DE RESULTATS	Codes	Exercice	Exercice précédent
I. Ventes et prestations	70/76A		(1.373.628)
A. Chiffre d'affaires	70		247.500
B. Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution (augmentation + / réduction -)	71		(1.708.213)
C. Production immobilisée	72		
D. Autres produits d'exploitation	74		87.085
E. Produits d'exploitation non récurrents	76A		
II. Coût des ventes et des prestations	60/66A		(1.373.829)
A. Approvisionnements et marchandises	60		
1. Achats	600/8		
2. Variation des stocks (augmentation + / réduction -)	609		4.384
B. Services et biens divers	61		
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62		
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	630		
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations + reprises -)	631/4		(1.378.213)
F. Provisions pour risques et charges (dotations + / utilisations et reprises -)	635/8		
G. Autres charges d'exploitation	640/8		
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	649		
I. Charges d'exploitation non récurrentes	66A		
III. Bénéfice d'exploitation (+)	70/66A		201
Perte d'exploitation (-)	66A/70		
IV. Produits financiers	75/76B		
A. Produits financiers récurrents	75		
1. Produits des immobilisations financières	750		
2. Produits des actifs circulants	751		
3. Autres produits financiers	752/9		
B. Produits financiers non récurrents	76B		
V. Charges financières	65/66B		201
A. Charges financières récurrentes	65		201
1. Charges des dettes	650		201
2. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales (dotations + / reprises)	651		
3. Autres charges financières	652/9		
B. Charges financières non récurrentes	66B		
VI. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)	70/66B		
Perte de l'exercice avant impôts (-)	66B/70		
VI bis A. Prélèvements sur les impôts différés (+)	780		
B. Transfert aux impôts différés (-)	680		
VII. Impôts sur le résultat (-)/(+) (annexe 6.13)	67/77		
A. Impôts (-)	670/3		
B. Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales	77		
VIII. Bénéfice de l'exercice (+)	70/67		
Perte de l'exercice (-)	67/70		
IX. Prélèvement sur les réserves immunisées (+)	789		
Transfert aux réserves immunisées (-)	689		
X. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)	(70/68)		
Perte de l'exercice à affecter (-)	(68/70)		

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	Codes	Exercice	Exercice précédent
A. Bénéfice à affecter	70/69		
Perte à affecter (-)	69/70		
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68		
Perte de l'exercice à affecter (-)	68/70		
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	790		
Perte reportée de l'exercice précédent (-)	690		
B. Prélèvements sur les capitaux propres	791/2		
1. sur l'apport	791		
2. sur les réserves	792		
C. Affectations aux capitaux propres	691/2		
1. à l'apport	691		
2. à la réserve légale	6920		
3. aux autres réserves	6921		
D. Résultat à reporter			
1. Bénéfice à reporter	693		
2. Perte à reporter (-)	793		
E. Intervention d'associés dans la perte	794		
F. Bénéfice à distribuer	694/7		
1. Rémunération de l'apport	694		
2. Administrateurs ou gérants	695		
3. Travailleurs	696		
4. Autres allocataires	697		

**RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES
COOPÉRATEURS DE L'INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC
SUR LES COMPTES ANNUELS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31
DÉCEMBRE 2021**



**INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET
LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES SC (I.G.R.E.T.E.C)**

Rapport du commissaire
31 décembre 2021

THE POWER OF BEING UNDERSTOOD
AUDIT | TAX | CONSULTING



INTERCOMMUNALE POUR LA GESTION ET LA RÉALISATION D'ÉTUDES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES SC

RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE 2021

(COMPTES ANNUELS)

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques SC (la "Société"), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'Assemblée générale du 26 juin 2019, conformément à la proposition de l'organe d'administration. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'Assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Études Techniques et Économiques pour la troisième année.

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 511.446.674 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 21.671.836.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

AUDIT | TAX | CONSULTING

RSM InterAudit is a member of the RSM network and trades as RSM. RSM is the trading name used by the members of the RSM Network. Each member of the RSM network is an independent accounting and consulting firm which practices in his own right. The RSM network is not itself a separate legal entity in any jurisdiction.

RSM InterAudit SRL - réviseurs d'entreprises - Siège social : chaussée de Waterloo 1151 - B 1180 Bruxelles
interaudit@rsmbelgium.be - TVA BE 0436 391 122 - RPM Bruxelles

Member of RSM Toelen Cats Dupont Koevoets - Offices in Aalst, Antwerp, Brussels, Charleroi, Mons and Zaventem

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacité avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- ▶ nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- ▶ nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- ▶ nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation ;
- ▶ nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.



AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des Sociétés et des Associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire (version révisée 2020) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des Sociétés et des Associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et des Associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1er, 8° du Code des Sociétés et des Associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- ▶ Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.
- ▶ Les honoraires relatifs aux missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visées à l'article 3:65 du Code des Sociétés et des Associations ont correctement été ventilés et valorisés dans l'annexe des comptes annuels.

Autres mentions

- ▶ Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- ▶ La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- ▶ Dans le cadre de l'article 6:115 du Code des Sociétés et des Associations nous avons établi les rapports d'examen limité joints en annexe relatifs au test d'actif net.
- ▶ Nous confirmons avoir exécuté la mission visée par l'article 6 :116 du Code des Sociétés et des Associations pour les distributions de dividendes de juin et décembre 2021.
- ▶ Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés et des Associations.

Gosselies, le 20 mai 2022

RSM INTERAUDIT SRL
COMMISSAIRE
REPRÉSENTÉE PAR

Digitally signed
by Thierry
Lejuste
(Signature)
Date: 2022.05.20
13:02:11 +02'00'

THIERRY LEJUSTE
ASSOCIÉ

Joël
Bouakicha
(Signature)
Digitally signed
by Joël Bouakicha
(Signature)
Date: 2022.05.20
12:13:17 +02'00'

JOEL BOUAKICHA
REVISEUR D'ENTREPRISES

INFORMATIONS

Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques

Société Coopérative
Association de communes

TVA BE 0 201 741 786 - RPM CHARLEROI

IGRETEC EST CERTIFIEE ISO 9001. LA PLUPART DES STATIONS D'EPURATION SONT
CERTIFIEES ISO 14001 ET ENREGISTREES EMAS.

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.igretec.com au format PDF.

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
<http://www.igretec.com>

Contact

Jean-François MINET
Chef du Service Finances et Comptabilité
Tél. : 071/20.29.40
E-mail : jeff.minet@igretec.com